

# Notre politique agricole est un échec, une réforme totale s'impose



Anne Berger

Quelle désillusion face au bilan de la politique agricole menée jusqu'à présent! La plupart des objectifs n'ont pas été atteints en dépit de sommes énormes – en comparaison avec l'étranger – dépensées pour l'agriculture. Manifestement, les plus de 3 milliards de francs annuels versés par la Confédération n'ont pas été utilisés efficacement. Des contributions à effet pervers ont soutenu une production toujours plus intensive, toujours plus chère, et peu adaptée aux conditions du marché. Les perdants, outre la nature, sont aussi les paysans. La réforme agricole en cours doit changer cela.

Le système actuel a encouragé l'intensification de la production. Ses coûts ont gonflé bien plus que les recettes, pour la plupart des exploitations de plaine. Sans les paiements directs, les revenus nets de l'agriculture suisse seraient pratiquement nuls aujourd'hui. Sommes-nous obligés de maintenir notre agriculture sous perfusion?

Certains milieux réclament toujours un soutien généreux de l'agriculture en affirmant qu'il en va de la sécurité de l'approvisionnement de la population (art. 104 de la Constitution fédérale, al. 1a), estimée aux alentours de 60% grâce à la forte production agri-

cole. Si l'on calcule les calories des produits importés de l'étranger (fourrage, énergie, fertilisants, pesticides), le degré d'auto-provisionnement net se situe aujourd'hui en dessous de 50% et ne cesse de reculer. Pour obtenir une calorie de denrée alimentaire, il faut investir l'équivalent de 2,5 calories de pétrole et d'électricité! Pouvons-nous encore parler de production alimentaire efficiente?

Les hautes contributions pour l'élevage de bétail ont provoqué des importations volumineuses de fourrage. Pour satisfaire nos besoins, il faut autant de surfaces cultivées à l'étranger, surtout en Amérique du Sud, que l'ensemble des

Pourquoi produire toujours plus quand les coûts deviennent exorbitants, sur les plans économique, social et écologique?

terres arables de notre pays. Nous contribuons donc à la déforestation de forêts vierges tout en nous battant en Suisse contre les fortes émissions d'ammoniac dues à notre cheptel trop élevé dans certaines régions! Devons-nous fermer les yeux sur cet état de fait?

La production durable est un autre objectif de la politique agricole (art. 104, al. 3a, b, d). Selon le dernier rapport agricole, aucune évolution positive n'a pu être ob-

servée en Suisse pour les indicateurs de durabilité écologique depuis 2002! Plus des deux tiers de l'azote utilisé dans l'agriculture continuent de se répandre dans l'environnement au lieu de bénéficier aux plantes. La quantité de phosphore utilisé par l'agriculture dépasse d'environ 40% les besoins des cultures et se termine en grande partie dans les rivières et les lacs par lixiviation. La biodiversité en milieu agricole ne cesse de reculer. N'avons-nous pas la responsabilité de réagir?

La majorité des paiements directs actuels est versée sous forme de forfaits et n'indemnise pas les prestations d'intérêt général des paysans, comme prescrit par la Constitution. Les contributions annuelles à la sécurité de l'approvisionnement génèrent des effets secondaires indésirables, comme une production non conforme au marché pour la viande et le lait (surproduction) qui aboutit à une baisse des prix et à une diminution des revenus des paysans. Pourtant l'Union suisse des paysans et l'agro-industrie font pression pour attribuer encore plus de moyens à ces contributions, juste sous un nouveau nom de façade.

Pourquoi produire toujours plus quand les coûts deviennent exorbitants aussi bien du point de vue économique que social ou écologique? Une extensification modérée de l'agriculture ferait reculer un peu la production brute. Mais la production nette, pertinente pour le taux d'approvisionnement, resterait constante. C'est ce que montrent les modèles de calcul du *Livre blanc de l'agriculture*

(Weissbuch Landwirtschaft Schweiz\*). Il propose que le montant total alloué à l'agriculture reste constant mais avec une répartition nouvelle.

La conversion des paiements forfaitaires inefficaces en promotion des prestations d'intérêt général est indispensable. Les paiements forfaitaires maintenus doivent être affectés à d'autres prestations, comme une indemnisation plus juste de la difficulté d'exploiter en montagne, un soutien en zone d'estivage, une utilisation plus efficace des ressources.

Le cheptel et la production animale reculeraient légèrement, mais l'importance de la production fourragère domestique s'accroîtrait. La production de qualité serait aussi renforcée grâce à des effets écologiques plus importants et par une production moins intensive. Le revenu moyen des agriculteurs demeurerait constant en plaine en raison de la baisse des coûts, et grimperait nettement en montagne. Au final, il n'y aurait presque que des gagnants, en premier lieu les agriculteurs eux-mêmes. Seule une partie de l'industrie agroalimentaire pourrait pâtir de cette restructuration des paiements directs.

.....  
Chargée de la communication en Suisse romande pour l'association Vision Landwirtschaft

\* Résumé détaillé en français sur [www.visionlandwirtschaft.ch](http://www.visionlandwirtschaft.ch)